

UNCIO-Working papers - Plenary UN committee on jurists & general committees
- coordination committee French (4 files).

15 May 1945
15 June 1945

clear-NK
06/05

"Declassified"

S-1006
Box-6
File-3

(PAGE 12.2.2)

COORDINATION COMMITTEE

ORDRE DU JOUR DE LA DIX-SEPTIEME ET DE LA DIX-HUITIEME SEANCE
DU COMITE DE COORDINATION

Opera House, Salle 418, 13 juin 1945 10h.30 et 15h.30

(Note: Le Secrétariat est parti de l'idée que l'examen d'une partie des questions inscrites à cet Ordre du Jour peut être renvoyé, à d'autres séances. Le Comité voudra sans doute examiner la question 3 ci-dessous au cours de sa séance de l'après-midi du 13 juin, en raison de la séance de la Commission IV prévue pour le 15 juin.)

- (1) Examen d'un article du Chapitre IV non encore approuvé en première lecture par le Comité de Coordination:

Article 17 CO/47 et CO/47(1)

- (2) Examen de divers articles du Chapitre IV révisés par le Comité Consultatif de Juristes après avoir été approuvés, en première lecture, par le Comité de Coordination.

Article 13	CO/42, CO/42(1) et CO/42 (2)
" 15	CO/69, CO/69(1) et CO/69 (2)
" 16	CO/50, CO/50(1) et CO/50 (2)
" 20	CO/53, CO/53(1) et CO/53 (2)
" 22	CO/75, CO/75(1) et CO/75 (2)

(Note: Le Chapitre IV comprend 13 articles dont 6 sont mentionnés ci-dessus; 3 de ces articles ont déjà été approuvés par le Comité de Coordination et par le Comité de Juristes (Articles 10, 18 et 21); l'Article 19 est encore devant le Comité de Juristes; l'Article 12 n'est prêt pour être soumis à l'examen ni d'un Comité ni de l'autre; les Articles 11 et 14 ont été examinés par le Comité de Coordination, le 12 juin.)

- (3) Examen de certains articles des Chapitres XIII et XV que le Comité Consultatif de Juristes abordera probablement à sa 7e séance qui aura lieu le 13 juin 1945 à 13h.30.

Article 74	CO/68 et CO/68 (1)
" 75	" "
" 76	CO/102 et CO/102 (1)
" 77X	CO/100 et CO/100 (1)
" 78	CO/73, CO/73 (1) et CO/73 (2)
" 82	CO/103 et CO/103 (1)

(4) Examen de l'avant projet de Préambule et de l'Article préliminaire préparés par le Comité Consultatif de Juristes.

(5) Examen de certains articles du Chapitre II révisés par le Comité Consultatif de Juristes:

Articles 3 et 4 CO/32, CO/32 (1) et CO/32 (2)

(6) Examen de tous les articles du Chapitre III, révisés par le Comité Consultatif de Juristes:

Article 7 CO/35, CO/35 (1), CO/35 (2) et CO/35 (3)

Article 9 CO/37, CO/37 (1) et CO/37 (2)

(7) Examen de tous les articles du Chapitre IX:

Article 58	CO/43, CO/43 (1) et CO/43 (2)
" 59	CO/66, CO/66 (1) et CO/66 (2)
" 60	CO/44, CO/44 (1) et CO/44 (2)
" 60X	CO/99 et CO/99 (1)
" 61	CO/48, CO/48(1), CO/48(2) et CO/48(3)
" 62	CO/64, CO/64(1), CO/64(2) et CO/64(3)
" 63	CO/45, CO/45(1) et CO/45(2)

COORDINATION COMMITTEE

COMPTE RENDU RESUME DE LA DIX-SEPTIEME SEANCE DU COMITE DE COORDINATION

Théâtre de l'Opera, Salle 418, le 13 juin 1945, à 10h. 45

Les membres suivants ont assisté à la séance:

Australie	MM. K.H. Bailey
Brésil	Antonio Camillo de Oliveira
Canada	N.A. Robertson
Chili	Félix Nieto del Río
Chine	Yuen-li Liang
Tchécoslovaquie	Jan Papánek
France	Charles Chaumont
Iran	Ali Akbar Siassi
Mexique	Rafael de la Colina
Pays-Bas	Adrian Pelt
Union des Républiques Soviétiques Socialistes	S.A. Golunsky
Royaume-Uni	H.M.G. Jebb
Etats-Unis	Leo Pasvolksy
Yougoslavie	Stojan Gavrilovic

Le Président, M. Pasvolksy, ouvre la séance à 10. 45.

En vue d'accélérer les travaux de la Conférence, M. Jebb propose que le Comité de Juristes se réunisse en même temps que le Comité de Coordination et si possible, dans la salle voisine. Ceci faciliterait la consultation entre les membres des deux comités et ne gênerait, selon lui, pas les délégations représentées dans les deux comités. Le Secrétaire déclare que, en ce qui concerne le Comité de Juristes, il n'y a pas lieu, pour le moment, de convoquer une séance commune, puisque ce comité a déjà complété en grande partie l'examen des articles qui lui ont été soumis, mais qu'on pourrait l'essayer à une date ultérieure. Le Président souligne la nécessité pour le Comité de Coordination d'accélérer ses travaux et de compléter le plus vite possible la première lecture des textes à l'étude.

Conformément à la proposition du Président, les points (1), (2), (5) et (6) de l'ordre du jour n'ont pas été discutés. Le point (3) a été renvoyé pour examen préliminaire au Comité de Juristes, puisqu'il traite de textes d'ordre technique et juridique, adoptés par le Comité IV/2.

Préambule et article préliminaire

Le Secrétaire se rapporte aux considérations qui ont mené le Comité de Juristes à proposer l'établissement d'un article spécial se rapportant à la création de l'Organisation comme article préliminaire à la suite du Préambule, et à proposer une modification de la formule de début du Préambule, de façon à énumérer les Etats représentés à San Francisco. A cet effet, il serait important de distinguer les membres originaux de l'Organisation de ceux qui y ont été admis ultérieurement. M. Robertson estime qu'à moins qu'il n'y ait pas d'autre moyen de résoudre ces difficultés techniques, on devrait éviter de donner au Préambule la liste des Etats. Etant donné que les Etats seront de toute façon énumérés à la signature de la Charte, il propose comme solution alternative d'établir une clause d'admission, reconnaissant comme membres originaux, ceux qui ont ratifié la Charte à une date fixée ou antérieurement à cette date.

M. Nieto del Rio exprime sa préférence pour l'énumération des Etats au commencement du document non seulement parce que c'est l'usage, mais aussi parce qu'une clause d'admission, telle que celle proposée par M. Robertson, serait susceptible d'établir des distinctions au détriment des pays plus démocratiques, dont les procédures constitutionnelles sont moins rapides.

Le Président propose que la question ayant trait à la formule de début du Préambule soit examinée ultérieurement, lorsque le Préambule lui-même sera mis à l'examen, et que le Comité traite de deux questions:

- (1) Y a-t-il lieu de rédiger un article spécial se rapportant à la création de l'Organisation?
- (2) Dans quelle langue cette clause sera-t-elle rédigée, soit qu'elle constitue un article spécial, soit qu'elle fasse partie du Préambule.

Le Secrétaire déclare que les Juristes s'étaient prononcés en faveur d'un article préliminaire, étant donné que l'établissement de l'Organisation est une question n'ayant aucun rapport avec l'acceptation de la Charte et d'une importance fondamentale suffisante pour en justifier la considération spéciale.

M. Pelt espère que la formule de début du Préambule pourra être révisée de façon à résoudre la difficulté constitutionnelle envisagée par la Délégation Néerlandaise, qui représente officiellement le Gouvernement plutôt que le peuple des Pays-Bas.

M. Jebb rappelle qu'il n'existait pas dans le Pacte de la Société des Nations, d'article concernant la création de la Société et il demande s'il en était de même pour le Traité de Versailles. M. Golunsky déclare que le Comité de Juristes convient à l'unanimité de l'importance d'un article concernant la création de l'Organisation, même s'il n'en existait pas dans le Pacte de la Société des Nations. Quant à la question de savoir si ceci devrait constituer une partie du Préambule ou un article à part, la majorité de juristes estime qu'il existe une différence juridique entre le Préambule et l'instrument lui-même; étant donné l'importance de la question traitant de la création de l'Organisation, M. Golunsky estime que ce sujet mérite une place dans la Charte, à l'endroit où il aurait plus de force juridique que s'il faisait partie du Préambule. En ce qui concerne la difficulté constitutionnelle des Pays-Bas, on pourrait la résoudre en introduisant une légère modification dans la dernière phrase du Préambule, de manière qu'elle soit rédigée comme suit: "par les représentants de nos gouvernements assemblés à San Francisco."

M. Bailey exprime l'opinion que la notion générale de Préambule comprend deux points distincts:

- (1) un exposé des circonstances qui ont provoqué un acte constitutif; et
- (2) une déclaration de cet acte constitutif.

Il estime que le second point comprendrait et l'acceptation de la Charte et l'établissement de l'Organisation. Il propose, par conséquent, que les deux points soient reliés de façon à ce que la formule de début soit rédigée comme suit: "Nous, les Peuples.....établissons par les présentes, une Organisation internationale sous le titre "Les Nations Unies", et acceptons la présente "Charte des Nations Unies". En ce qui concerne la force juridique d'un Préambule, il estime qu'elle est traitée différemment par les divers systèmes juridiques, le présent Préambule correspondant, à son avis, plus étroitement aux stipulations d'un Statut anglais. M. Nieto del Rio se rallie à l'opinion de M. Bailey et il estime que le Préambule doit être considéré comme partie essentielle de la Charte.

Le Président demande que tous les membres étudient le problème du Préambule qui, conformément à la décision antérieure du Comité, sera discutée lorsque les divers chapitres de la Charte auront été établis. M. Bailey propose, à cet effet que les membres examinent les moyens d'éviter l'énumération des pays représentés, ce qui, selon lui, allongerait énormément le Préambule et tendrait à lui faire perdre sa valeur d'exposé sommaire des idées énoncées dans la Charte.

111 213

Le Comité convient d'exprimer ses remerciements aux juristes pour leur précieuse collaboration et d'ajourner l'examen de cette question jusqu'à ce que les différends points aient été classés dans les divers chapitres de la Charte.

Article 58

Le Secrétaire attire l'attention sur l'intervention de l'ordre des quatre derniers mots de l'alinéa (c). Il suggère également de placer une virgule (,) après les mots "entre les Nations" de la deuxième ligne du paragraphe 1. Le "résident propose, de plus, de diviser l'alinéa (b) en deux nouveaux paragraphes.

Une longue discussion s'est déroulée au sujet de l'expression "observance of" employée au sous-paragraphe (c), et du problème d'en donner une traduction adéquate dans les autres langues. Plusieurs membres suggèrent que la différence dans le texte anglais entre les expressions "respect of" et "observance of" est elle-même peu claire. M. Papánek estime qu'il existe une distinction, et que le mot "observance" implique l'obligation de modifier les lois de son propre pays pour rendre cet article effectif, tandis que le mot "respect" veut seulement dire le respect des lois des autres pays qui s'y rapportent à cette question. M. Liang en convient et suggère qu'à moins de fortes objections, cet article ne devrait pas être modifié. Le secrétaire que l'intention du Comité technique est de renforcer "respect", qui implique une acceptation passive, par "observance", qui est supposé entraîner une action plus efficace.

M. Bailey déclare que cette clause a originalement été présentée par sa Délégation; il estime que les orateurs précédents, ainsi que le Secrétaire en ont correctement interprété le sens. Il n'est cependant pas lui-même satisfait du mot "observance" et propose de consulter les autres membres de sa Délégation afin d'essayer de trouver une variante satisfaisante. Entre-temps, il suggère que le Comité remette l'examen de cette question pour y revenir lors de la seconde lecture.

M. Robertson estime que la difficulté principale ne se trouve pas tant dans les mots "respect" et "observance" mais plutôt dans l'énoncé général de l'objet à respecter et à observer, dont la place serait plus appropriée au préambule. M. Golunsky remarque qu'en effet cet article est en quelque sorte un préambule au Chapitre sur le Conseil Economique et Social.

Le Comité convient d'adopter la proposition faite par M. Bailey de revenir sur la phrase "and observance of"

lors de la seconde lecture. L'Article 58 est approuvé provisoirement avec les modifications de texte suggérées antérieurement par le Secrétaire et par le Président, et les mots "cette tâche" de la dernière phrase étant remplacés par "ces fonctions", à la suggestion de M. Robertson.

Note du Traducteur: (Cette discussion sur "respect" et "observance" concerne seulement le texte anglais. Le texte français ne change pas.)

L'examen de deux autres propositions faites respectivement par M. Papanek et M. Bailey concernant la suppression des lettres (a) (b) et (c) des alinéas, en vue de maintenir l'uniformité de présentation; la substitution du mot "états" au mot "nations" dans le texte des divers articles est remis jusqu'à ce que la Charte puisse être examinée dans son entier.

ARTICLE 59

Le Secrétaire fait remarquer que l'on propose de faire de ce texte un article spécial au lieu de le conserver comme paragraphe 2, ainsi que l'a proposé le Comité technique, ce qui, à son tour, a rendu nécessaire la modification des parties du texte se rapportant aux buts de l'Organisation.

M. Robertson soulève la question de savoir s'il existe une distinction entre les mots du texte anglais: "undertake", "agree" et "pledge", dont le dernier figure au présent article. Le Secrétaire déclare que le mot "pledge" a été employé à dessein comme étant le plus fort des trois. M. Golunsky fait remarquer que le mot "undertake" s'emploie pour désigner des obligations spécifiques, tandis que le mot "pledge" exprime une obligation générale telle que celle qui est définie dans le présent article. M. Bailey estime qu'il serait opportun de conserver cette distinction car le mot "pledge" aurait en outre l'avantage de pouvoir être employé comme renvoi.

L'Article 59 est adopté provisoirement sans modification.

Article 60

M. Bailey doute de la force du mot du texte anglais "various" qui pourrait être interprété dans le sens du mot anglais "diverse" comme interdisant des relations avec plusieurs organisations de même nature. M. Liang propose comme interprétation possible que le mot "various" est un terme général qui est rendu plus spécifique par l'indication des divers domaines appartenant aux organisations. M. Robertson estime que l'addition de la proposition "having wide international responsibilities" rend inutile le mot "various" tel qu'il est employé dans le texte original de Dumbarton Oaks.

M. Jebb ne voit pas d'objection à ce que l'on garde le mot "various" mais propose un nouvel amendement pour éliminer les mots "intergouvernementaux" et "ayant", et d'insérer après le mot "offices" les mots "établis par des accords (ou actes) intergouvernementaux dans le but d'assumer." M. Gavrilovic suggère que l'on pourrait dire pour simplifier: "établis par des accords intergouvernementaux et ayant". Cette proposition est acceptée par M. Jebb.

M. Golunsky pense que le mot "intergouvernementaux" employé premièrement au début de la phrase sert d'une manière adéquate aux fins de cet amendement. Le Président convient que l'amendement de M. Jebb ne change pas le sens de la phrase

car les "statuts" mentionnés plus loin dans l'article seraient forcément intergouvernementaux. M. Papánek n'est pas de cet avis et estime que les "statuts" pourraient n'être que "semi-intergouvernementaux".

M. Pelt observe que l'amendement de M. Jebb correspond avec le rapport du Comité Technique. M. Liang offre l'Union Interparlementaire comme exemple d'organisation semi-intergouvernementale et estime que l'amendement de M. Jebb servirait à éclaircir la question.

M. Bailey doute que les mots "définies par leurs Statuts" se rapportent à l'expression "des fonctions internationales étendues". M. Gideonse, Secrétaire du Comité Technique explique que la nouvelle Organisation n'empiètera pas sur les fonctions des organisations déjà établies définies par leurs Statuts.

M. Liang demande si le mot "étendues" modifie "fonctions" ou "internationales" ou ces deux termes à la fois. M. Gideonse déclare que l'intention était d'indiquer que les organisations d'importance moindre que les organisations universelles, telles que les organisations bilatérales ou régionales, pourraient être reliées à l'Organisation principale à la discrétion du Conseil Economique et Social, mais ne le seraient pas nécessairement. M. Gavrilovic fait remarquer que le mot "étendues" se rapporte à l'expression "fonctions internationales"; M. de la Colina en convient et fait remarquer que s'il en était autrement, il y aurait dans le texte anglais une virgule après le mot "wide".

M. Bailey fait remarquer que si l'on donne à ce mot "wide" le sens de "multilatéral", ainsi qu'il est suggéré par le Secrétaire, ce terme n'est pas employé à son sens ordinaire et n'est pas clair d'après le contexte. M. Jebb propose d'y substituer le mot "worldwide".

Le Président estime qu'il est nécessaire d'expliquer si le mot "wide" doit être pris dans le sens de responsabilité ou dans le sens géographique et il demande au Secrétaire de se consulter à ce sujet avec le Comité Technique.

Le Comité convient de garder le mot "divers" et d'accepter l'amendement proposé par M. Jebb et modifié par M. Gavrilovic, sous réserve de l'opinion du Comité des Juristes. La discussion de l'Article 60 est remise jusqu'à ce que l'on ait reçu le rapport du Secrétaire apportant des éclaircissements au mot "wide".

Article 60X

M. Robertson demande si les mots "provoquer des négociations" n'indiquent pas la méthode habituelle selon laquelle est établie une organisation nouvelle internationale

c'est-à-dire au moyen d'une conférence. M. Bailey demande si les nouvelles organisations seront reliées à l'Organisation internationale conformément aux termes de l'Article 60, qui, ainsi que l'a déjà indiqué le Secrétaire du Comité Technique, s'appliquent aux organisations déjà existantes. Le Président déclare qu'il n'y a aucun doute que l'intention est de relier de la même manière les organisations déjà existantes et les organisations futures. M. Jebb suggère d'employer au lieu de "provoquer des négociations" une expression telle que "prendre les mesures nécessaires pour établir des négociations." M. Golunsky s'y oppose en expliquant que cette modification donnerait à entendre que l'Organisation elle-même et non pas les Etats intéressés établirait de nouvelles organisations spécialisées. M. Robertson appuie la proposition de M. Jebb et estime qu'elle devrait s'appliquer à l'article 58 qui attribue nombre de fonctions à l'Organisation. M. Bailey remarque qu'il serait avantageux de garder les mots "les Etats intéressés" étant donné que cette expression comprendrait les Etats non-membres de l'Organisation comme le font certaines des organisations déjà existantes.

Le Président exprime l'opinion que le mot "négociation" doit recevoir une interprétation assez souple de manière à englober les conférences, les autres moyens diplomatiques et même les négociations au sein de l'Assemblée elle-même, tout particulièrement lorsque ce terme se rapporte à l'Article 58. M. Robertson estime que si l'article 58 indique clairement les devoirs de l'Organisation, le présent article est peut-être inutile. Le Président déclare qu'à moins que les articles n'empiètent nettement les uns sur les autres, ce qui n'est pas ici le cas, les questions de cette nature ne peuvent être décidées d'une manière définitive avant l'examen du texte complet de la Charte.

L'Article 60 est provisoirement approuvé sans modification.

La séance est levée à 13h.; le Comité se réunira de nouveau le 13 juin 1945 à 15h.30.

COORDINATION COMMITTEE

COMPTE RENDU RESUME DE LA DIX-HUITIEME SEANCE
DU COMITE DE COORDINATION

Tenue le 13 juin 1945, à 15h.45, Opera House, Salle 418

Les membres suivants sont présents:

Australie
Brésil
Canada
Chili
Chine
Tchécoslovaquie
France
Iran
Mexique
Pays-Bas

Union des Républiques

Soviétiques Socialistes
Royaume-Uni
Etats-Unis
Yougoslavie

Paul Hasluck
Antonio Camillo de Oliveira
N. A. Robertson
Felix Nieto del Rio
Yuen-li Liang
Jan Papánek
Jacques Fouques-Duparc
Ali Akbar Siassi
Rafael de la Colina
Adrian Pelt et Père
L.J.C. Beaufort

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance du Comité à 15h.45.

M. Pasvolsky prie le Secrétaire de faire un rapport à la prochaine séance du Comité sur les désignations faites par les Délégations pour la Commission de Linguistes. Il annonce également que le Comité Consultatif de Juristes a étudié les Articles 74, 75, 76, 77X, 78 et 82, et il prie le Secrétaire de soumettre les textes révisés au Comité.

Articles 74 et 75

Le Secrétaire signale deux modifications: le remplacement de "Organisation" par "Nations Unies" dans les deux articles, et, dans le texte anglais de l'Article 74, le remplacement du terme "This Charter" par "The Present Charter".

M. Robertson fait observer qu'en vertu de l'Article 74, il est obligatoire d'enregistrer les traités conclus par un membre après l'entrée en vigueur de la Charte. Il demande si cela implique une interprétation facultative, d'après laquelle le Secrétariat pourrait recevoir d'autres traités aux fins d'enregistrement. M. Golunsky répond que tel est bien le cas.

M. Fouques-Duparc attire l'attention sur le fait que l'Article XI du Pacte prévoyait l'enregistrement immédiat des traités et il estime que les mots "aussitôt que possible", dans cet article, sont trop faibles. M. Golunsky déclare que le Comité IV/2 a passé deux heures à discuter ce point.

M. Robertson suggère que les deux articles pourraient constituer les deux paragraphes numérotés d'un seul article, et, dans ce cas, la référence à l'Article 74 qui figure à l'Article 75 deviendrait: "du paragraphe 1 ci-dessus".

Le Comité accepte que les Articles 74 et 75 deviennent deux paragraphes numérotés d'un même article.

Article 76

Le Secrétaire signale que les textes anglais et français ont tous deux été établis par le Comité Consultatif de Juristes; le texte anglais a la teneur suivante:

"In the event of a conflict between the obligations of the members of the United Nations under the present Charter and any other international obligations to which they are subject, their obligations under the present Charter shall prevail."

M. Liang demande si la modification sera acceptable au Comité Technique intéressé.

M. Golunsky déclare qu'il peut parler à la fois en qualité de membre du Sous-Comité du Comité IV/2, qui a rédigé le texte, et de membre du Comité Consultatif de Juristes. Le mot "accords" a deux significations: (1) au sens technique: des instruments spéciaux autres que des traités; et (2) au sens général: des accords internationaux de tout genre. Il est d'avis que le Comité IV/2 a utilisé le mot dans son sens général. En conséquence, il estime que la rédaction de l'Article 76 est conforme à la décision du Comité IV/2. Ce dernier a consacré deux séances entières à tenter de déterminer les accords internationaux qui devraient être enregistrés et ceux qui ne devraient pas l'être; il a conclu qu'il était impossible de prendre par anticipation une telle décision et, de ce fait,

118 228

a préféré laisser au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée le soin d'établir la pratique.

M. Liang estime que la nouvelle rédaction tend à élargir le sens de l'article et il demande de nouveau si telle était bien l'intention du Comité Technique. M. Pasvolsky répond que le Comité Technique a voulu établir une différence entre les obligations assumées en vertu de la Charte et toutes autres obligations, car une telle distinction est particulièrement importante pour des Etats non-membres, tierces parties. Il prie M. Dickinson, Secrétaire du Comité IV/2, de faire un rapport sur ce point.

M. Dickinson donne lecture du paragraphe suivant du rapport du Comité IV/2:

"Le Comité a estimé que dans le cas d'un conflit réel entre ces obligations et celles que les membres ont contractées en vertu de la Charte (notamment dans les problèmes concernant la paix et la sécurité), ces dernières obligations pourraient être appelées à prévaloir. Le Comité se rendait pleinement compte qu'en droit international il n'est pas normalement possible d'insérer dans une Convention des dispositions qui obligent des tiers. D'autre part il est de la plus haute importance pour l'Organisation que les membres ne soient pas entravés dans l'exécution de leurs obligations en vertu de la Charte dans des cas particuliers par des obligations qu'ils auraient assumées envers des états non-membres. Le Comité a eu ces différentes considérations présentes à l'esprit en rédigeant son projet de texte. Par conséquent, le texte proposé ne vise pas exclusivement les obligations antérieures entre membres." (Doc. WD 269, IV/2/42, p.6)

M. Dickinson ajoute que si le sens de l'Article 76 était étendu de façon à inclure des obligations en vertu du droit international, ceci constituerait un changement de fond.

M. Golunsky déclare que le Comité IV/2 a estimé que la Charte elle-même devrait être la source prédominante du droit international, non seulement en ce qui concerne les conventions mais aussi pour d'autres obligations.

Le Comité décide de renvoyer l'Article 76 au Bureau du Comité IV/2, en lui demandant si la nouvelle rédaction implique un changement de fond.

Article 77X

Le Secrétaire signale que le terme "l'Organisation" doit

être remplacé par "Les Nations Unies".

Le Comité adopte l'Article 77X sans autre changement.

Article 78

Le Secrétaire signale les changements suivants: le remplacement de "L'Organisation" par "Les Nations Unies", aux paragraphes 1 et 3, et un changement semblable, au paragraphe 2, à la première mention du terme, mais pas à la deuxième.

M. Pelt demande si l'omission des Etats non-membres, en ce qui concerne les privilèges et immunités mentionnés au paragraphe 2, est intentionnelle. M. Pasvolsky répond que la jouissance de ces privilèges sera accordée au siège de l'Organisation, non sur le territoire d'Etats membres.

La possibilité que le terme "Nations Unies" soit ambigu donne lieu à une discussion. Le Secrétaire rapporte que le Comité de Juristes a décidé d'utiliser autant que possible le terme "Nations Unies", étant donné qu'il a été choisi comme nom de l'Organisation. Le Comité a décidé, cependant, d'utiliser alternativement les expressions "Organisation" ou "Organisation des Nations Unies" dans les textes où les difficultés de langue rendaient la signification ambiguë.

M. Jebb demande si l'on a examiné la question d'utiliser le mot "les" avec une majuscule de façon à ce que le nom soit "Les Nations Unies". Le Président répond que ce point n'a pas encore été examiné, et suggère que le mot "Organisation" soit utilisé d'un bout à l'autre de l'Article 78 afin d'éviter toute ambiguïté.

Le Comité adopte les trois paragraphes de l'Article 78, étant entendu que le terme "Organisation" sera utilisé d'un bout à l'autre de cet article, au lieu du terme "Les Nations Unies".

Article 82

Le Secrétaire signale qu'un "s" devrait être ajouté au mot "ratification" au paragraphe 2 du texte anglais, et que le paragraphe 3 doit être modifié comme suit:

"Aussitôt que les instruments de ratification auront été déposés par chacun des Etats ayant droit à un siège permanent au Conseil de Sécurité et par une majorité des autres Etats signataires, un Protocole de ces dépôts sera établi, et la Charte entrera en vigueur pour lesdits Etats à la date de ce Protocole."

M. Jebb demande si l'on entend que les instruments de ratification restent en la possession des Etats-Unis ou si ces instruments seront transférés au siège de l'Organisation. Le Secrétaire du Comité IV/2 déclare que la décision du Comité d'après laquelle les instruments de ratification devraient être déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis est conforme à la pratique diplomatique usuelle. Le Comité a également prévu que d'autres dispositions pourraient être prises par le Comité de Direction.

M. Papánek suggère que, lorsque le Secrétaire Général aura été nommé, les instruments de ratification lui soient transmis conformément à des arrangements concernant la Commission provisoire.

M. Pasvolsky déclare que les dispositions de la Commission provisoire ne sont applicables qu'aux archives, et non aux ratifications. Il fait observer que le Comité de Coordination pourrait faire une recommandation sur ce point au Comité de Direction, et il sollicite des propositions.

M. Fouques-Duparc estime préférable de laisser les instruments de ratification auprès du Gouvernement des Etats-Unis parce qu'il est peu opportun, en général, de déménager des archives. Il suggère que la phrase suivante soit ajoutée à la fin du paragraphe 2: "de même que le Secrétaire Général de l'Organisation, lorsque cette dernière sera entrée en vigueur".

M. Golunsky propose la phrase "lorsqu'il aura été nommé" au lieu de "lorsque cette dernière sera entrée en vigueur" car il est possible que le Secrétaire Général ne soit désigné qu'après que l'Organisation sera entrée en vigueur.

En ce qui concerne l'établissement d'un Protocole, mentionné au paragraphe 3, M. Pasvolsky demande à qui en incomberait la responsabilité et quel caractère aurait le Protocole. M. Jebb considère peu satisfaisant l'emploi du terme "ces dépôts" vu sa signification du point de vue géologique.

M. Golunsky déclare que les Etats-Unis devraient établir le Protocole comme un document qui établisse de façon définitive la date à laquelle la Charte a été ratifiée par un nombre suffisant de gouvernements.

M. Fouques-Duparc demande si la déclaration que la Charte n'entrera en vigueur que pour les Etats qui l'auront ratifiée ne constitue pas une restriction indésirable. Il déclare que les Etats non-membres jouissent aussi de certains droits en vertu de la Charte.

M. Liang suggère que l'interprétation correcte serait que les Etats qui ratifient deviendront membres de l'Organisation lorsqu'un nombre suffisant de gouvernements auront ratifié la Charte, et non que la Charte entrera en vigueur.

M. Pasvolsky déclare que lorsque la Charte entrera en vigueur, ses dispositions qui intéressent des Etats non-membres porteront également effet. Ceci signifie que les Etats qui ont signé la Charte à San Francisco, mais ne l'auront pas encore ratifiée au moment où le nombre voulu des ratifications sera atteint, auront le Statut d'Etats. De ce fait, les seuls Etats liés par la Charte seront ceux qui sont membres. Au fur et à mesure que, par la suite, des Etats ratifient la Charte, ils deviennent membres et assument complètement les droits et obligations.

M. Camillo de Oliveira fait remarquer que la question de l'entrée en vigueur de la Charte sera théorique, de toute manière, jusqu'à ce que l'Assemblée ait tenu sa première réunion. Il attire l'attention sur le fait que la Charte entrera en vigueur avant l'Organisation même.

M. Pasvolsky déclare que le Protocole sera un document dans lequel les Etats-Unis certifieront que la Charte a été ratifiée par le nombre requis d'Etats. Il demande au Secrétaire de formuler un nouveau texte s'inspirant des lignes suivantes:

"Aussitôt que le Gouvernement des Etats-Unis aura donné notification de la ratification de la Charte par la Chine, la France, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique, et par une majorité des autres Etats signataires, lesdits Etats deviendront membres de l'Organisation."

M. Robertson signale qu'une modification similaire sera nécessaire au paragraphe 4.

Le Comité renvoie l'Article 82 au Secrétaire, en le priant de formuler un nouveau texte incorporant les modifications suggérées à la présente séance.

Article 61

Le Secrétaire signale que le nouveau texte de l'Article 61 a été adopté officieusement par le Président et le Secrétaire du Comité II/3.

M. Nieto del Río demande si, au paragraphe 1, il est correct de déclarer que le Conseil devrait se composer de 18

"membres" ou si l'on ne devrait pas utiliser le terme "représentants".

Le Secrétaire répond que le Comité de Juristes a décidé, en ce qui concerne la question générale de savoir si des personnes ou des Etats devaient être membres, que les Etats devaient être considérés comme membres.

M. Hasluck propose que le paragraphe 4, relatif à la procédure de vote, devienne un article séparé, conformément au style d'autres sections de la Charte.

Le Comité accepte que le paragraphe 4 de l'Article 61 devienne un article séparé.

Après une longue discussion du paragraphe 3, le Comité accepte l'interprétation d'après laquelle les arrangements à prendre par l'Assemblée devraient être terminés avant la première élection des membres du Conseil économique et social.

Le Comité adopte le paragraphe 3 de l'Article 61, avec certaines modifications dans le texte anglais qui n'affectent pas le texte français.

Au cours de la discussion du paragraphe 2, des objections sont élevées à l'emploi, dans le texte anglais du terme "at any time", qui est jugé trop emphatique et de signification ambiguë. On pourrait croire, par exemple, selon le texte anglais actuel du paragraphe 2, qu'un membre pourrait être éligible en tout temps, mais pas rééligible en tout temps.

Le Comité accepte la suggestion du Secrétaire d'utiliser au paragraphe 2 le texte suivant, conforme à celui de l'Article 23: (Texte anglais) "A retiring member shall be eligible for immediate reelection."

Le Comité adopte l'Article 61 avec les modifications ci-dessus.

Article 62

M. Papánek propose que le mot "having" soit omis de la phrase d'introduction, dans le texte anglais.

M. Pasvolsky prie le Secrétaire d'énumérer les références à d'autres articles où sont mentionnées les fonctions additionnelles du Conseil Economique et Social.

M. Golunsky propose que, les pouvoirs du Conseil énumérés

123 233
532

COORDINATION COMMITTEE

COMPTE-RENDU RESUME DE LA DIX-NEUVIEME SEANCE

DU COMITE DE COORDINATION

Opera House, salle 418, le 14 juin 1945, à 10 h 45

Sont présents:

Australie	-- K. H. Bailey
Brésil	-- Antonio Camillo de Oliveira
Canada	-- N.A. Robertson
Chili	-- Félix Nieto del Rio
Chine	-- Yuen-li Liang
Tchécoslovaquie	-- Jan Papánek
France	-- Charles Chaumont
Iran	-- Ali Akbar Siassi
Mexique	-- Rafael de la Colina
Pays-Bas	-- Adrian Pelt
Union des Républiques Soviétiques Socialistes	-- S. A. Golunsky
Royaume-Uni	-- A. D. K. Owen
Etats-Unis	-- Leo Pasvlosky
Yougoslavie	-- Stojan Gabrilovic

Le Président, M. Pasvolsky, ouvre la séance à 10 h 45.

Le Secrétaire, M. Darlington, lit un bref rapport sur le statut des groupes pour les langues chinoise, russe et espagnole en cours d'organisation. On considère que la comparaison des textes du Statut de la Cour dans les cinq langues commencera immédiatement.

CHAPITRE IX

La discussion s'ouvre sur la revision du Chapitre IX préparée par le Secrétariat à la suite de la dix-huitième séance (CO/120)

Article 58

Le Secrétaire signale deux modifications du texte: (1) la

substitution des mots "les Nations Unies" à la place de "l'Organisation" dans le présent Article et dans tout le cours du Chapitre; (2) l'omission du mot "autres" agant le mot "problèmes" à l'alinéa (b) et dans d'autres parties du texte.

M. Robertson admet que l'omission du mot "autres" est logique, et propose en outre qu'on fasse des paragraphes indépendants des alinéas (a), (b), (c) et (d). M. Nieto del Rio considère que, du point de vue de la présentation du document, il serait préférable d'employer les chiffres "(1), (2), (3) et (4)" plutôt que les lettres "(a), (b), (c) et (d)". M. Gavrilovich propose de supprimer tout à fait l'énumération, soit par lettres, soit par chiffres.

M. Golunsky doute que le Comité ait été bien inspiré lorsqu'il a fait de (b) et (c) des paragraphes distincts. À son avis, "la coopération internationale dans les domaines intellectuel et éducatif" est aussi un problème connexe qui serait mieux à sa place dans l'alinéa (b), où l'on insérerait le mot "y compris" après le mot "problèmes".

M. Liang n'est pas du même avis; il trouve que cela changerait l'intention du Comité Technique, tel qu'il est exprimé par l'emploi d'un point-virgule entre les deux membres de phrase. D'après lui, la nature de la coopération dans le domaine intellectuel et éducatif n'est pas la même que celle des "problèmes connexes" dont il est question à l'alinéa (b) et, de toute façon, l'alinéa (b) deviendrait trop long et trop lourd, si les deux alinéas étaient fondus. Il préfère, par conséquent, laisser l'alinéa (c) former un paragraphe séparé, ainsi qu'on l'avait déjà décidé.

M. Bailey se rallie à l'avis de M. Liang pour les mêmes raisons, en signalant que le présent alinéa (c) n'expose pas la solution de problèmes, mais énonce les buts avantageux à atteindre. M. Gideonse, Secrétaire du Comité II/3, rappelle qu'à une phase des délibérations du Comité, la coopération dans le domaine culturel et éducatif avait fait l'objet d'un alinéa distinct; néanmoins, le Comité Technique a finalement décidé de l'insérer dans l'alinéa (b), afin de ne pas insister outre mesure sur l'importance d'une coopération dans ce domaine en comparaison avec les autres domaines.

Le Président dit qu'une autre solution consisterait à ajouter à l'alinéa (b) les mots "et les problèmes surgissant d'une coopération internationale dans les domaines culturel et éducatif". M. Golunsky approuve cette proposition, et il est d'avis que, pour le moment, la coopération dans les domaines culturel et éducatif constitue encore un problème dont il reste à trouver la solution. Si l'on en faisait un paragraphe distinct,

cela pourrait sembler indiquer que le Conseil Economique et Social doit se charger de cette coopération, ce qui est évidemment impossible.

M. Siassi estime avec M. Liang et M. Bailey qu'on devrait faire du paragraphe (c) un texte distinct, afin de ne pas donner une place de second ordre à la question de coopération culturelle et éducative; personnellement, il avait espéré que la Charte lui aurait donné une place encore plus importante. M. Chaumont est aussi du même avis; il rappelle l'importance que la France a toujours attachée à l'idée de la coopération intellectuelle, ainsi qu'elle l'a prouvé en annonçant son intention de reconstituer l'Institut qui porte ce nom.

M. Robertson suggère qu'on pourrait conserver le sens qu'a voulu donner le Comité Technique si l'on adoptait la suggestion tendant à supprimer toute énumération des alinéas soit par lettres ou par chiffres. En outre, il se demande si, dans le texte actuel du sous-alinéa (b), le mot "internationaux" modifie d'une façon évidente les mots "problèmes connexes", ou si le Comité Technique a l'intention d'y faire entrer des problèmes nationaux qui, dans bien des cas, sont nettement connexes. Le Président suggère qu'on pourrait faire disparaître toute ambiguïté en ajoutant, après le mot "problèmes", le qualificatif "de caractère international". M. Pelt signale que le rapport du Comité Technique stipulait très clairement qu'on avait l'intention de n'accorder aucune autorisation d'intervention dans les questions internes des Etats membres.

M. Siassi attire l'attention sur la différence entre les textes français et anglais: le texte français emploie des verbes différents dans les alinéas (b) et (c). M. de la Colina déclare que cette différence apparente est moins superficielle qu'on ne croit; elle sert à révéler le manque fondamental de clarté du texte anglais, surtout dans l'alinéa (b) qui omet d'énoncer un but positif autrement que par le mot "solutions", terme qui peut représenter une issue bonne ou mauvaise. M. Chaumont est d'accord: deux idées sont impliquées dans ce texte; elles sont énoncées plus clairement dans le texte français que dans le texte anglais; puisque l'anglais et le français sont les langues de travail de la Conférence, le texte français pourrait être tout aussi bien employé comme base de coordination du texte anglais.

M. Bailey appuie la proposition de M. Robertson d'omettre toute énumération; il commente ensuite le second point signalé par M. Robertson sur le fait que le mot "internationaux" qualifie évidemment l'expression "connexes". A son avis, les

127 243 242

problèmes eux-mêmes ont une portée internationale dans leur étendue, bien que les membres puissent souvent les résoudre en prenant des mesures particulières sur le plan national.

M. Golunsky propose qu'au lieu d'adopter la suggestion qu'il avait formulée au sujet du mot "y compris", l'on emploie l'expression "de même que". Les remarques des orateurs précédents ont démontré que le Comité se trouve en réalité en présence non pas d'un seul mais de deux textes distincts. Il pourrait donc les soumettre tous les deux aux fonctionnaires du Comité Technique afin qu'ils puissent déterminer quel est celui qui exprime le mieux leur intention.

M. de la Colina, M. Owen et M. Siassi donnent leur adhésion à la proposition de M. Robertson visant à supprimer toute énumération. M. Robertson ajoute que, conformément à la suggestion de M. Golunsky, cette proposition pourrait être présentée comme troisième texte.

Le Comité décide que le Secrétaire devra consulter les secrétaires des Comités Techniques sur les diverses variantes signalées au cours de la discussion.

Articles 59, 60, 61 et 62 (Doc. CO/120)

M. Robertson soulève deux questions: (1) la distinction entre le terme "tâche", qui figure à l'article 59, et le terme "buts" qui figure à l'article 60; (2) si les mots "ces fonctions" qui figurent à l'article 59 ne devraient pas être remplacés par "la tâche" comme à l'article 58. M. Hasluck suggère une meilleure disposition de base pour l'ensemble du Chapitre, dans laquelle l'article 60 deviendrait l'article 59, et les articles 59, 61 et 62 suivraient avec un nouveau sous-titre dans la marge. De cette façon, les deux articles généraux traitant des Buts et de l'engagement seraient groupés ensemble et seraient suivis des articles plus détaillés concernant les arrangements.

M. Gavrilovic reconnaît que l'article 60 devrait précéder l'article 59 et suggère que, dans ce cas, ce dernier devrait être amendé sous la forme suivante: "pour permettre à l'Organisation d'exécuter cette tâche". Le Président suggère le texte suivant: "pour permettre à l'Organisation d'exécuter la tâche dans le domaine de la coopération économique et sociale."

M. Golunsky suggère qu'il serait plus logique de mettre l'article 59 à la fin plutôt qu'au commencement du Chapitre. Le Président est d'avis que cela pourrait se faire, pourvu que la modification appropriée soit ensuite apportée à l'article 61.

M. Hasluck réitère sa suggestion de réunir les articles 58 et 60; il est d'avis que les autres articles pourraient bien faire partie du Chapitre suivant. Le Président n'est pas de cet avis: il estime que les cinq articles qui sont d'une teneur plus générale devraient être conservés au Chapitre IX, et que les articles spécifiquement relatifs au Conseil Economique et Social devraient faire partie du Chapitre IX (X), ce qui est le cas dans le projet actuel.

M. Robertson appuie la proposition de M. Golunsky visant à mettre l'article 59 à la fin du Chapitre IX et suggère que si cela se fait, les mots "entre le Conseil Economique et Social et" soient supprimés de l'article 61, et que le mot "avec" soit inséré devant l'expression "les autorités compétentes". Le Président fait observer que ceci nécessiterait une rédaction supplémentaire de la fin de l'article 61 et l'insertion des mots supprimés à un endroit approprié du Chapitre suivant.

M. Gavrilovic est d'avis que le nouvel arrangement proposé apporterait un changement de fond à l'article 59, à moins qu'il ne soit clairement indiqué que le mot "Organisation", dans l'article 62, désigne l'Assemblée Générale. M. Hasluck souleve une autre question relative à la possibilité d'un rapport entre l'article 59 et les dispositions sur le régime de tutelle qui doivent être insérées dans la Charte. Le Président suggère que ces deux questions pourraient être résolues si l'article 59 était amendé comme suit: "La responsabilité de l'accomplissement des tâches de l'Organisation telles qu'elles sont énoncées dans ce Chapitre..."

Le Comité décide d'accepter cette dernière suggestion du Président relative aux termes de l'article 59. Il décide en outre de mettre l'article 59 à la fin du Chapitre IX, et d'amender l'article 61 suivant la suggestion de M. Robertson. Le Secrétaire devra faire une nouvelle rédaction de la dernière partie de l'article 61 en y insérant les mots supprimés au Chapitre X.

Plusieurs membres critiquent le titre actuel du Chapitre IX et tiennent que les mots "accords en vue de" pourraient être supprimés. Le Comité décide qu'à une étape plus avancée de ses travaux il examinera tous les titres par rapport à l'ensemble de la Charte.

Chapitre IX (X)

Article 63

L'article 63 est provisoirement approuvé sans modification .

Article 64

Le Secrétaire signale qu'il est nécessaire de trouver des verbes appropriés pour chacun des articles énumérés au sous-titre "Fonctions et Pouvoirs", puisque ces articles ne figurent plus comme sous-alinéas régis par la même formule générale. M. Golunsky se demande si les mots "a pouvoir de," qui figurent au début de l'article 64, impliquent que le Conseil Economique et Social sera dans l'obligation d'exécuter les recommandations de l'Assemblée Générale, alors que l'emploi du mot "peut", qui figure plus bas dans le même article, implique que le Conseil a la faculté de formuler des recommandations de sa propre initiative.

Le Président reconnaît que cette question doit être éclaircie et se demande s'il convient de faire figurer ces deux dispositions dans le même article. A son avis, la dernière partie de l'article 64 est en rapport plus étroit avec l'article 65. M. Hasluck reconnaît que le présent article 64 contient deux idées tout à fait distinctes qui devraient être séparées.

M. Robertson fait observer que le Comité Technique a discuté assez longuement, sans d'ailleurs la résoudre, la question de savoir quelles fonctions exécutoires devra posséder le Conseil pour "exécuter" les recommandations de l'Assemblée. Le Président considère que cette question doit également être discutée avec les secrétaires du Comité.

M. de Alencar Netto, représentant du Brésil, prend la parole à la demande de M. de Oliveira, et reprend le point soulevé par le Secrétaire au sujet de l'emploi des mots "a pouvoir de", "peut", "devra" et autres expressions analogues qui figurent dans le texte actuel. Il insiste sur le fait que, dans plusieurs cas, et en particulier dans l'article 70, ces mots n'expriment pas d'une manière exacte l'intention du Comité, et qu'il faudra les examiner avec beaucoup de soin. Le Président le reconnaît.

M. Siassi se reporte à la discussion antérieure sur la traduction des mots "and observance of". M. Chaumont suggère que dans le texte français les substantifs pourraient être remplacés par les verbes "affirmer" et "assurer". Il suggère aussi l'insertion du mot "universel" après le mot "respect" pour rendre le texte du présent article conforme à celui de l'article 58. Le Comité décide de discuter cette question à une séance ultérieure. M. de Oliveira annonce qu'à ce moment-là il aura une autre suggestion à offrir.

130 246
245

Le Président suggère qu'il serait peut-être nécessaire d'ajouter à l'article 64, après les mots "mettre à exécution", les mots "et d'exercer les fonctions énumérées à ce Chapitre", et d'insérer le reste de l'article 64 à un des articles suivants, par exemple l'article 70. On pourrait encore commencer par énumérer les pouvoirs généraux en faisant suivre une énumération d'une indication des pouvoirs conférés au Conseil Economique et Social dans d'autres passages à la fin du Chapitre.

Le Comité décide que le Secrétaire devra consulter les Secrétaires des Comités Techniques sur l'emploi des mots "a le pouvoir de" et l'éclaircissement des termes "mettre à exécution" qui figurent dans l'article 64. Il décide en outre d'inviter le Président et le Rapporteur du Comité Technique à assister aux séances ultérieures du Comité de Coordination.

La séance est levée à 12 h 55. La date de la prochaine séance est fixée au jeudi, 14 juin, à 15 h 30.

131 247
~~540~~